



Rapport annuel PRP

Rapport annuel 2011-2012 de la
Loi sur la protection des
renseignements personnels

**Bureau de l'accès à
l'information et de la
protection des
renseignements personnels
d'EACL**

**177-511600-041-006
Revision 0**

2012 Juin

UNRESTRICTED

© Atomic Energy of Canada
Limited

112 Kent Street, Suite 501
Ottawa, Ontario
K1A 0S4

juin 2012

ILLIMITÉ

© Énergie atomique du
Canada limitée

112, rue Kent, bureau 501
Ottawa (Ontario)
K1A 0S4



Rapport annuel PRP

Rapport annuel 2011-2012 de la
Loi sur la protection des
renseignements personnels

**Bureau de l'accès à
l'information et de la
protection des
renseignements personnels
d'EACL**

177-511600-041-006

Revision 0

Rédigé par

Isabelle Verdon, analyste principale, accès à
l'information et de la protection des
renseignements personnels

Examiné par

Rosemary Todd, gestionnaire, services éditorial
et rédaction professionnelles

Approuvé par

Jean Boulais, directeur, accès à l'information et
de la protection des renseignements
personnels

2012 Juin

juin 2012

UNRESTRICTED

ILLIMITÉ

© Atomic Energy of Canada
Limited

© Énergie atomique du
Canada limitée

112 Kent Street, Suite 501
Ottawa, Ontario
K1A 0S4

112, rue Kent, bureau 501
Ottawa (Ontario)
K1A 0S4

TABLE DES MATIÈRES

SECTION	PAGE
1.	INTRODUCTION1
2.	FAITS SAILLANTS 2011-20122
3.	LE BUREAU D'ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS À EACL.....3
3.1	Structure organisationnelle du bureau de l'AIPRP.....4
3.2	Responsabilité du bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels4
3.2.1	Procédures de traitement.....5
4.	DÉLÉGATION DES POUVOIRS6
4.1	Pouvoirs des articles de la Loi sur la protection des renseignements personnels6
4.2	Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels.....7
5.	LES DONNÉES STATISTIQUES 2010-2011 CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.....10
5.1	Interprétation du rapport statistique 2011-2012 sur la Loi sur la protection des renseignements personnels16
5.1.1	Partie 1 – Demandes en vertu de la LPRP16
5.1.2	Partie 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport16
5.1.3	Partie 3 – Communications en vertu du paragraphe 8(2)17
5.1.4	Partie 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions.....17
5.1.5	Partie 5 – Prorogations.....17
5.1.6	Partie 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes17
5.1.7	Partie 7 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet17
5.1.8	Partie 8 – Ressources liées à la LPRP18
5.1.9	Annexe A- Exigences additionnelles en matière d'établissement de rapports - LPRP.....18
5.2	Tendances pluriannuelles.....18
6.	ÉDUCATION18

TABLE DES MATIÈRES

SECTION	PAGE
7. POLITIQUES SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	19
8. PLAINTES ET ENQUÊTES	19
9. POLITIQUE SUR L'ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE.....	19
10. DIVULGATIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 8(2)(M)	20

1. INTRODUCTION

Énergie atomique du Canada Limitée (« EACL » ou la « Société ») est une société d'État qui exerce un mandat d'importance primordiale dans l'intérêt des Canadiens depuis des décennies. Pionnière du secteur nucléaire national, EACL a ouvert la voie à l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires au profit du Canada. Aujourd'hui, certains progrès scientifiques et technologiques, comme la médecine nucléaire qui lutte contre le cancer et l'énergie nucléaire qui alimente nos maisons et nos entreprises, sont au cœur de notre vie quotidienne.

EACL, qui en est maintenant à sa 60e année d'existence, est le principal organisme canadien de science et technologie. La Société est un maillon stratégique de l'infrastructure scientifique et technologique canadienne et du système d'innovation national.

En plus de mener les activités scientifiques et techniques qui échoient à une société d'État fédérale dans le domaine de la science et de la technologie, EACL sert les intérêts des Canadiens sur plusieurs fronts, notamment des manières suivantes :

- en agissant à titre de conseiller et d'agent du gouvernement du Canada à des fins d'intérêt public;
- en jouant un rôle de catalyseur en matière d'innovation commerciale et de transfert de technologie;
- en formant du personnel hautement qualifié.

Le Canada est une puissance nucléaire de premier plan, attachée à l'énergie nucléaire, qui possède des installations de premier ordre, agit comme organisme de réglementation réputé à l'échelle internationale et détient une chaîne d'approvisionnement solide sur le marché intérieur. Dans ce contexte, EACL joue un rôle déterminant en permettant au Canada d'occuper une position enviable sur la scène internationale. Fer de lance du milieu scientifique canadien, EACL fait partie des artisans qui façonnent l'avenir du pays. En réalisant des percées scientifiques et technologiques exceptionnelles et majeures qui profitent au monde entier, nous permettons au Canada de devenir une importante économie du savoir.

EACL demeure le chef de file en matière de connaissances dans l'industrie nucléaire canadienne – une ressource nationale vitale dotée d'une main-d'œuvre de premier ordre ainsi que d'installations hors du commun qui rendent le Canada plus fort grâce à l'excellence et à l'avancement de la science et de la technologie nucléaires.

EACL s'est donné pour projet d'agir comme partenaire mondial en matière d'innovation nucléaire. EACL compte plus de 3 200 salariés qui se sont engagés à atteindre un objectif prioritaire ou un « résultat stratégique », soit de faire en sorte que les Canadiens et le monde entier bénéficient des retombées positives des sciences et des technologies nucléaires sur le plan de l'énergie, de la santé, de l'environnement et de l'économie, tout en ayant la certitude que la

sûreté et la sécurité nucléaires demeurent garanties.

Le 1er septembre 2007 la *Loi fédérale sur la responsabilité* modifia la *Loi sur la protection des renseignements personnels (LPRP)* pour y inclure EACL. Cette loi a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant d'EACL et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

L'article 72 de la *LPRP* stipule qu'à la fin de chaque exercice, chacun des responsables d'une institution fédérale établit pour présentation au Parlement un rapport annuel d'application de la Loi en ce qui concerne son institution.

Le présent rapport annuel est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la *LPRP*. Le rapport résume l'administration et les activités relatives à l'application de la *LPRP* au sein d'EACL durant l'exercice 2011-2012.

2. FAITS SAILLANTS 2011-2012

- EACL a reçu deux nouvelles demandes de renseignements personnels en vertu de la *LPRP*.
- Ces deux demandes ont été traitées dans l'espace de 15 jours. Une demande a été divulguée en partie et l'autre demande n'a pu être traitée, car les renseignements demandés n'existaient pas sous la garde et le contrôle d'EACL. Un total de 44 pages ont été révisées.
- EACL a identifié une nouvelle collection de renseignements personnels et a enregistré un nouveau fichier de renseignements personnels (FRP) particuliers ainsi que modifié cinq catégories de renseignements personnels des FRP existants avec la Division des politiques de l'information et de la protection des renseignements personnels au Secrétariat du Conseil du Trésor.
- Deux séances d'information au sujet de la *LPRP* ont été offertes à une cinquantaine d'employés et de cadres supérieurs de l'unité de la sécurité du personnel et du bureau de gestion des déchets radioactifs de faible activité.
- Aucun renseignement personnel ne fut divulgué en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *LPRP* durant l'année en examen.

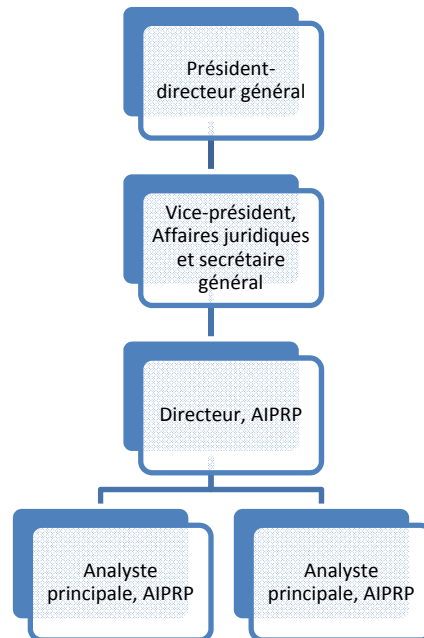
3. LE BUREAU D'ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS À EACL

EACL entreprend une série d'activités dans le cadre de programmes qui visent à atteindre son objectif stratégique. Ces programmes sont en phase avec les priorités scientifiques et technologiques du gouvernement du Canada, soit un environnement propre et sain, des Canadiens en santé, un Canada sécuritaire et sécurisé et une économie novatrice et fondée sur la connaissance.

Capacité de l'industrie nucléaire	<i>Veiller à ce que le secteur nucléaire canadien demeure sûr et productif en fournissant un accès aux ressources scientifiques et technologiques pour relever les nouveaux défis technologiques.</i>
Sûreté et sécurité nucléaires	<i>Garantir la sûreté et la sécurité nucléaires du Canada, en offrant des compétences spécialisées et une technologie de haute qualité. Grâce aux compétences spécialisées et aux installations d'EACL, le programme cadre avec les activités, la réglementation ou les politiques du gouvernement fédéral portant sur les enjeux nucléaires ou radiologiques.</i>
Énergie propre et sûre	<i>Garantir la mise au point de technologies énergétiques qui auront des retombées positives sur l'utilisation de l'énergie propre au Canada.</i>
Santé, isotopes et rayonnement	<i>Veiller à ce que la science et la technologie nucléaires profitent aux Canadiens sur le plan de la santé.</i>
Gérance environnementale du nucléaire	<i>Veiller à ce que les sites nucléaires fédéraux du Canada constituent des environnements propres et sains.</i>
Réseaux d'innovation du nucléaire	<i>Veiller à ce que les milieux scientifiques et technologiques du Canada puissent faire progresser leurs programmes d'innovation en leur permettant de bénéficier de l'infrastructure et des compétences spécialisées du gouvernement fédéral en matière d'innovation nucléaire.</i>
Infrastructure adéquate en matière de science et technologie nucléaires	<i>Garantir que l'infrastructure scientifique et technologique soit adéquate pour le fonctionnement des programmes ci-dessus en investissant dans le personnel, les installations et les processus d'EACL pour atteindre une exécution sécuritaire, fiable et efficace.</i>
Services internes	<i>Veiller à ce que les services de soutien administratif nécessaires à la prestation efficace des programmes ci-dessus soient en place.</i>

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à la *LPRP*, EACL a établi un bureau d'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (AIPRP) à Ottawa, Ontario. Le bureau d'AIPRP se compose de deux analystes principales ainsi qu'un directeur qui se rapporte à l'avocat général sous l'activité de programme d'appui services internes.

3.1 Structure organisationnelle du bureau de l'AIPRP



3.2 Responsabilité du bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

Énergie atomique du Canada limitée utilise la même structure organisationnelle pour l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et celle de la *Loi sur l'accès à l'information*. Au nom du président, le directeur de l'Accès à l'information et protection des renseignements personnels et le Bureau de l'AIPRP veillent à ce que l'Organisation remplisse toutes ses obligations en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et s'occupe de tous les requérants d'une manière juste et constante.

En réponse à une demande concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les renseignements seraient recueillis directement auprès de la personne qui les détient. Les demandes d'exception approuvées sont limitées afin de protéger la vie privée du requérant. Le Bureau demeure l'ultime décideur en matière de prélèvements, d'exceptions et d'exclusions.

3.2.1 Procédures de traitement

Le traitement des demandes de renseignements personnels est centralisé au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) situé à Ottawa, Ontario. Le Directeur de l'organisation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels est responsable de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre des politiques, des lignes directrices, des systèmes et des procédures efficaces en vue d'assurer le traitement efficace des demandes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Directeur est également responsable des politiques, des systèmes et des procédures connexes résultant de ces lois, comme la protection de la vie privée et l'approvisionnement, le dénombrement et la sécurité des banques de renseignements personnels. Le Directeur représente l'organisation dans les discussions entre la Direction de l'AIPRP au Secrétariat du Conseil du Trésor et les employés de l'AIPRP dans les ministères et organismes gouvernementaux.

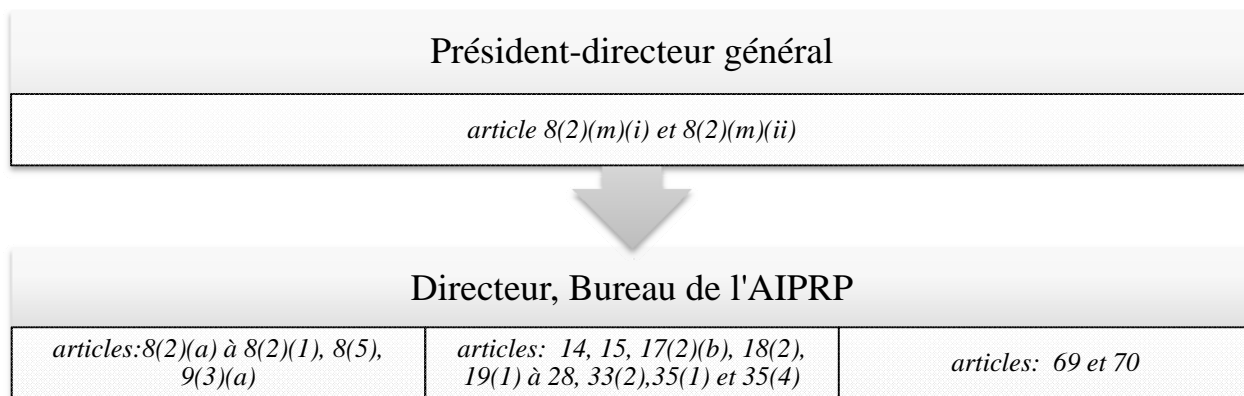
Le Bureau de l'AIPRP est responsable d'intégrer les procédures et les services afin que l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* soit efficace. En plus du traitement des demandes officielles et non officielles, des consultations et des plaintes, le Bureau de l'AIPRP fournit de l'aide et des conseils aux services hiérarchiques sur tous les aspects de ces lois, et il prépare des rapports statistiques et des rapports d'étape pour les cadres supérieurs.

Toutes les demandes de renseignements officielles en vertu de la *LPRP* sont transmises au Bureau de l'AIPRP, qui vérifie leur clarté et leur conformité avec la loi.

4. DÉLÉGATION DES POUVOIRS

L'article 73 de la *LPRP* autorise le responsable d'EACL à désigner, par arrêté, un ou plusieurs cadres ou employés de cette institution, afin d'exercer ou d'exécuter les pouvoirs, les tâches ou les fonctions du responsable d'EACL qui sont précisés dans l'arrêté. La délégation se fait entièrement à la discrétion du Président-directeur générale d'EACL. Pour assurer la sécurité permanente et le respect des droits de l'applicant et des dispositions législatives de la *LPRP*, l'autorité décisionnelle en ce qui concerne la divulgation ou la non-divulgation de renseignements personnels revient au Directeur d'AIPRP à l'exception d'approuver la communication des renseignements pour des raisons d'intérêt public ainsi que dans le cas où le public y a déjà accès (article 8(2)(m)(i) et (ii) où le plein pouvoir demeure avec le Président-directeur général d'EACL.

4.1 Pouvoirs des articles de la Loi sur la protection des renseignements personnels



4.2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

PRIVACY ACT DESIGNATION ORDER		ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION EN VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
<p>The President and CEO of Atomic Energy of Canada Limited pursuant to section 73 of the <i>Privacy Act</i>, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto to exercise the powers and perform the duties and functions of the President and CEO of AECL as the head of a government institution under the paragraph of the Act set out in the schedule opposite each position.</p>		<p>En vertu de l'article 73 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, le Président-directeur général de Énergie atomique du Canada limitée délègue au titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les alinéas de Loi mentionnés dans la liste en regard de chaque poste.</p>
		ATIP Director Directeur AIPRP
8(2)(a)	Approve disclosure of information – original purpose or consistent use Approuver la communication des renseignements – aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou usages compatibles	F
8(2)(b)	Approve disclosure of information – in accordance with any Act of Parliament Approuver la communication des renseignements – aux fins conformes avec les lois du Parlement	F
8(2)(c)	Approve disclosure of information – subpoena, warrant or court order Approuver la communication des renseignements – subpoena, mandat ou ordonnance d'une court	F
8(2)(d)	Approve disclosure of information – to Attorney General or legal proceedings Approuver la communication des renseignements – au Procureur général du Canada pour des poursuites judiciaires	F
8(2)(e)	Approve disclosure of information – to an investigative body Approuver la communication des renseignements – à un organisme d'enquête	F
8(2)(f)	Approve disclosure of information – to other governments for law enforcement Approuver la communication des renseignements – à d'autres gouvernement en vue de l'application des lois	F
8(2)(g)	Approve disclosure of information – to a member of Parliament assisting the individual Approuver la communication des renseignements – à un parlementaire fédéral en vue d'aider l'individu concerné	F
8(2)(h)	Approve disclosure of information – for audit purposes Approuver la communication des renseignements – aux fins de vérifications	F
8(2)(i)	Approve disclosure of information – for archival purposes Approuver la communication des renseignements – aux archives publiques pour dépôt	F
8(2)(j)	Approve disclosure of information – for research or statistical purposes Approuver la communication des renseignements – pour des travaux de recherche ou de statistique	F
8(2)(k)	Approve disclosure of information – for aboriginal claims Approuver la communication des renseignements – pour l'établissement des droits des peuples autochtones	F

		ATIP Director Directeur AIPRP
8(2)(l)	Approve disclosure of information – for collection of payment of a crown debt Approuver la communication des renseignements – pour recouvrer ou acquitter une créance de la Couronne	F
8(2)(m)(i)	Approve disclosure of information – in public interest Approuver la communication des renseignements - dans l'intérêt public	See note*
8(2)(m)(ii)	Approve disclosure of information – to benefit the individual Approuver la communication des renseignements – dans le cas où l'individu concerné en tirerait un avantage certain	See note*
8(5)	Notify Privacy Commissioner of disclosure under 8(2)(m) Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de la communication dans le cas prévu à l'alinéa 8(2)(m)	F
9(3)(a)	Notify Privacy Commissioner of new consistent uses Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de nouveaux usages compatibles	F
14	Notify requester whether or not access is to be given and where appropriate give access Aviser le requérant si le document sera communiqué ou non et le cas échéant, communiquer les documents	F
15	Extend time limits Proroger le délai	F
17(2)(b)	Translate records Traduire des documents	F
18(2)	Refuse to disclosure information in an exempt bank Refuser de communiquer des renseignements contenus dans des fichiers inconsultables	F
19(1)	Apply exemption – personal information obtained in confidence Appliquer l'exception – renseignements personnels obtenus à titre confidentiel	F
19(2)	Approve disclosure of information obtained in confidence Approuver la communication des renseignements obtenus à titre confidentiel	F
20	Apply exemption – federal-provincial affairs Appliquer l'exception – affaires fédérales-provinciales	F
21	Apply exemption – international affairs and defence Appliquer l'exception – affaires internationales et défense	F
22(1)	Apply exemption – law enforcement and investigation Appliquer l'exception – application des lois et enquêtes	F
22(2)	Apply exemption – policing services for provinces and municipalities Appliquer l'exception – fonctions de police provinciale ou municipale	F
22(3)	Public Servant disclosure protection Protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	F
23	Apply exemption – security clearances Appliquer l'exception – enquêtes de sécurité	F
24	Apply exemption – individuals sentenced for an offence	

	Appliquer l'exception – individus condamnés pour une infraction	F
		ATIP Director Directeur ATIRP
25	Apply exemption – safety of individuals Appliquer l'exception – sécurité des individus	F
26	Apply exemption – personal information about another individual Appliquer l'exception – renseignements personnels concernant un autre individu	F
27	Apply exemption – solicitor-client privilege Appliquer l'exception – secret professionnel des avocats	F
28	Apply exemption – medical record Appliquer l'exception – dossiers médicaux	F
33(2)	Make representations to the Privacy Commissioner Présenter des observations du Commissaire à la protection de la vie privée	F
35(1)	Notify Privacy Commissioner of Institution's intent regarding recommendations Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de toute mesure prise ou envisagée par l'institution pour la mise en œuvre de ses recommandations	F
35(4)	Approve disclosure of information based on recommendation of Privacy Commissioner Approuver la communication des renseignements suite aux recommandations du Commissaire à la protection de la vie privée	F
69, 70	Notify individual that requested information is excluded Aviser l'individu que le document demandé est exclu	F

Notes:

"F" Full authority to the ATIP Director

* Full authority remains with the President & CEO of AECL.



Dr. Robert Walker, President & CEO of Atomic Energy of Canada Limited

M. Robert Walker, Ph.D., Président-directeur général, Énergie atomique du Canada limitée

2011 Oct 12

Date

5.

LES DONNÉES STATISTIQUE 2010-2011 CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Gouvernement
du CanadaGovernment
of Canada

Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Énergie Atomique du Canada LimitéePériode visée par le rapport : 04/01/2011 au 03/31/2012

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la LPRP

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	2
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0
Total	2
Fermées pendant la période visée par le rapport	2
Reportées à la prochaine période de rapport	0

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	1	0	0	0	0	0	0	1
Tous exemptés	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	0	0	0	0	2

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	1
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)a)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)b)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)c)	0	70(1)f)	0
				70.1	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	1	0	0
Total	1	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	44	41	1
Tous exemptés	0	0	0
Tous exclus	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	1	41	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	41	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Communications en vertu du paragraphe 8(2)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Total
0	0	0

PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

	Nombre
Demandes de correction reçues	0
Demandes de correction acceptées	0
Demandes de correction refusées	0
Mentions annexées	0

PARTIE 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
1 à 15 jours	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

PARTIE 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes**6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes**

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période de rapport	0	0	0	0

6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	0	0
Plus de 365 jours	0	0
Total	0	0

PARTIE 8 – Ressources liées à la LPRP**8.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$177,853
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$6,645
• Marchés pour les EFRVP	\$0	
• Marchés de services professionnels	\$0	
• Autres	\$6,645	
Total		\$184,498

8.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à la LPRP à temps plein	Voués à la LPRP à temps partiel	Total
Employés à temps plein	1.50	0.00	1.50
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00	0.00	0.00
Employés régionaux	0.00	0.00	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00	0.00	0.00
Étudiants	0.00	0.00	0.00
Total	1.50	0.00	1.50

ANNEXE A**Exigences additionnelles en matière d'établissement de rapports – Loi sur la protection des renseignements personnels**

Énergie Atomique du Canada Limitée a amorcé 1 évaluation des facteurs relatifs à la vie privée durant la période visée par le rapport du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012.

5.1 Interprétation du rapport statistique 2011-2012 sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

5.1.1 Partie 1 – Demandes en vertu de la LPRP

Deux demandes de renseignements présentées en vertu de la *LPRP* ont été reçues au cours de la période examinée. Ces deux demandes ont été traitées durant l'année fiscale.

5.1.2 Partie 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

Partie 2.1 – Disposition et délai de traitement

Des deux demandes traitées en 2010-2011, les renseignements ont été divulgués partiellement pour une demande. EACL n'a pu traiter l'autre demande, car les renseignements n'étaient ni sous notre garde ni sous notre contrôle.

Partie 2.2 – Exceptions

L'accès à certains renseignements a été refusé pour le motif suivants :

Raison	Fréquence
Renseignements personnels (Art. 26)	1

Partie 2.3 - Exclusions

Aucune exclusion ne fut citée entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.

Partie 2.4 – Support des documents divulgués

L'accès aux renseignements pertinents de la demande divulgué partiellement a été fourni en format papier.

Partie 2.5 – Complexité

Partie 2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Quarante-quatre pages furent traitées et 41 pages ont été divulgués partiellement pour la demande traitée.

Partie 2.5.2 – Pages pertinentes traitées et divulgués en fonction de l'ampleur des demandes

La demande traitée avait moins que 100 pages à traiter.

Partie 2.5.3 – Autres complexités

La demande traitée n'a pas requis de consultation ou d'avis juridique et n'avait pas de renseignements entremêlés.

Partie 2.6 – Retards

EACL a aucun retards à rapporté durant l'année fiscal 2011-2012.

Partie 2.7 – Demandes de traduction

Aucune traduction n'a été préparée au cours de la période examinée.

5.1.3 Partie 3 – Communications en vertu du paragraphe 8(2)

Au cours de cet exercice, aucun renseignement personnel n'a été divulgué, selon l'alinéa 8(2)e) (disposition sur les enquêtes), 8(2)f) (communication aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes), 8(2)g) (communication à un parlementaire fédéral) ou 8(2)m) (disposition sur la dérogation à l'intérêt public) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

5.1.4 Partie 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Aucune correction et ni de mention n'ont été préparées au cours de la période examinée.

5.1.5 Partie 5 – Prorogations

Aucune prorogations ont été nécessaires au cours de la période examinée.

5.1.6 Partie 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

Aucune consultation ont été reçues d'autres institutions et organisme au cours de la période examinée.

5.1.7 Partie 7 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Aucune consultation n'a été nécessaire sur les confidences du Cabinet au cours de la période examinée.

5.1.8 Partie 8 – Ressources liées à la LPRP

Partie 8.1 - Coûts

Les coûts salariaux liés aux activités concernant la *LPRP* sont évalués à 177 853 \$ pour l'exercice 2011-2012. Les autres coûts d'exploitation et de maintenance s'élevaient à 6 645 \$, pour un total de 184 498 \$.

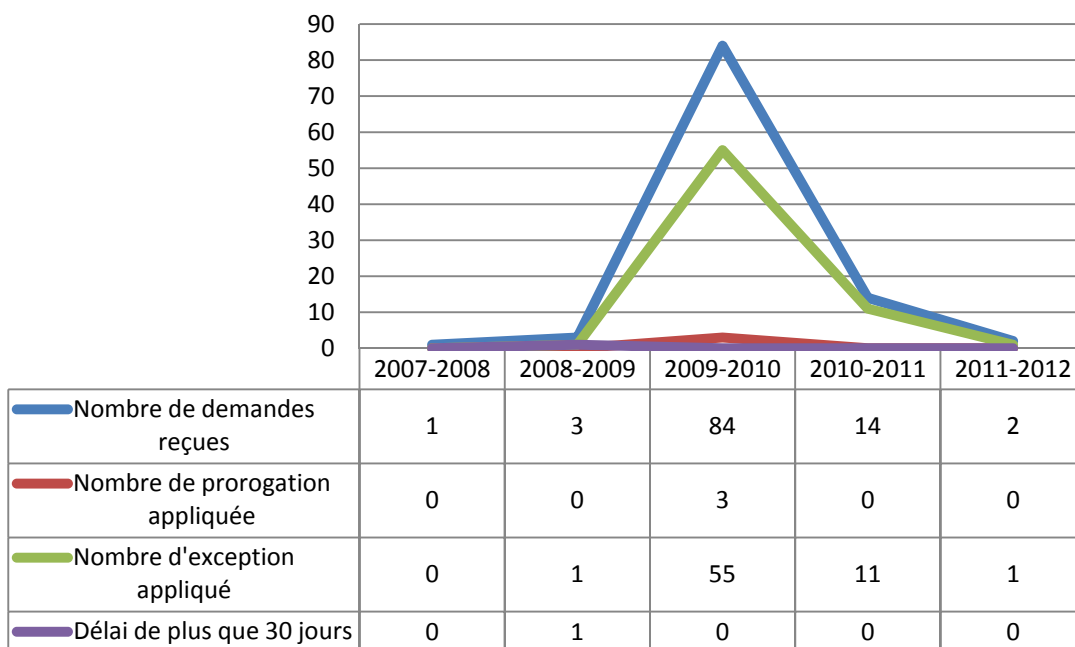
Partie 8.2 – Ressources humaines

L'équivalent temps plein (ETP) en ressources humaines correspondante était de 1.5.

5.1.9 Annexe A- Exigences additionnelles en matière d'établissement de rapports - LPRP

EACL a amorcé une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée du système d'identification en temps réel durant la période visée durant l'année fiscale.

5.2 Tendances pluriannuelles



6. ÉDUCATION

Le bureau de l'AIPRP ensemble avec le bureau du développement organisationnel et la formation d'EACL, ont officiellement mis en place le cours de sensibilisation à la PRP enregistré sous AWS-0030 pour obtenir un total de trois heures de crédit. Cette formation est pour informer les employés d'EACL les principes de base de la *Loi sur la PRP*, leurs obligations

individuelles, les diverses exemptions et exclusions ainsi que les obligations de déclaration d'EACL aux organismes centraux et au Parlement. Il est l'un des objectifs du bureau de l'AIPRP d'EACL de veiller à ce que tous les employés comprennent leurs obligations aux exigences de la *LPRP*. En outre, la formation donne des détails sur les délais serrés et le processus de consultation avec d'autres paliers de gouvernements. Les séances d'information font partie intégrante des objectifs de communication et de formation de l'AIPRP.

Deux séances d'information au sujet de la *LPRP* ont été offertes à une cinquantaine d'employés et de cadres supérieurs de l'unité de la sécurité personnels et du bureau de gestion des déchets radioactifs de faible activité.

Au cours du prochain exercice, le Bureau de l'AIPRP se concentrera sur des besoins supplémentaires en matière de formation. Le Directeur tient fréquemment des séances d'information non officielles durant le processus de récupération et d'examen de documents en réponse à une demande concernant la PRP.

7. POLITIQUES SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Des mécanismes et des procédures visant à assurer la protection continue des renseignements personnels sont en place. EACL a élaboré une nouvelle politique sur la protection de la vie privée spécifique à l'Organisation et relative à l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Plusieurs déclarations de confidentialité ont été ajoutées dans des formulaires spécifiques à l'Organisation ainsi qu'au site internet externe www.aecl.ca.

EACL a identifié une nouvelle collection de renseignements personnels et a enregistré un nouveau fichier de renseignements personnels (FRP) particuliers ainsi que modifié cinq catégories de renseignements personnels des FRP existants avec la Division des politiques de l'information et de la protection des renseignements personnels au Secrétariat du Conseil du Trésor.

8. PLAINTES ET ENQUÊTES

Les requérants ont le droit de présenter une plainte en vertu de la *LPRP* et peuvent exercer ce droit en tout temps durant le traitement de leur demande.

Cette année, l'Organisation n'a reçu aucune plainte relative à la *LPRP* et aucun appel n'a été adressé à la Cour fédérale pour l'exercice 2011-2012.

9. POLITIQUE SUR L'ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Au cours de cette période de rapport, EACL n'a effectué aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, ni d'évaluation préliminaire des facteurs relatifs à la vie privée.

10. DIVULGATIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 8(2)(M)

En conformité avec les lignes directrices du Conseil du Trésor, EACL a pour politique de ne divulguer les renseignements personnels qu'aux personnes que ces renseignements concernent. Au cours de cet exercice, aucun renseignement personnel n'a été divulgué, selon l'alinéa 8(2)e) (disposition sur les enquêtes), 8(2)f) (communication aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes), 8(2)g) (communication à un parlementaire fédéral) ou 8(2)m) (disposition sur la dérogation à l'intérêt public) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. EACL fait tout en son possible pour répondre de manière non officielle aux demandes formulées par les employés.